

Les subsides

respecter la loi actuelle, sinon il va se couvrir de ridicule et les usines vont continuer à déverser des effluents qui risquent de provoquer le cancer et qui créent une situation où les habitants de certaines localités ne peuvent plus boire l'eau du robinet.

Le gouvernement ne doit pas se contenter de dire qu'il va prendre plus tard une nouvelle réglementation. Il doit faire appliquer les lois existantes. J'invite le ministre à examiner son rapport interne que Greenpeace a rendu public et que son ministère a gardé secret durant deux ans, pour voir s'il ne pourrait pas mettre en oeuvre les recommandations de son propre rapport.

M. Fulton: Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la députée. Tous les partis représentés à la Chambre ont approuvé d'une façon ou d'une autre le rapport Brundtland, c'est-à-dire celui de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, publié il y a deux ans. Ce document porte sur la pollution et la destruction de l'environnement, mais il contient aussi une recommandation très fondamentale qui s'applique au Canada, soit que nous élargissions nos zones de conservation pour qu'elles occupent 12 p. 100 du territoire canadien au lieu d'environ 5 p. 100 comme c'est le cas actuellement.

Même dans le domaine des parcs nationaux, nous savons qu'il y a 39 biorégions au Canada et que seulement 20 p. 100 de ces régions abritent un parc national, si petit soit-il.

La députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) appuie-t-elle cette recommandation fondamentale, soit que 12 p. 100 de notre territoire soient réservés à diverses zones de conservation, compte tenu du fait que, actuellement, les parcs nationaux occupent seulement 1,3 p. 100 de la superficie du Canada? Je crois que tous les partis doivent être solidaires en ce qui concerne la question de la conservation si nous voulons atteindre cet objectif de 12 p. 100.

Mme Copps: Monsieur le Président, je sais que ce n'est pas la coutume de remercier quiconque à la Chambre, mais je tiens quand même à vous remercier d'avoir fait, il y a environ deux semaines, un exposé sur la question de la selve brésilienne. Même si j'ai de l'expérience dans le domaine environnemental relativement à ma propre région, cet exposé m'a beaucoup aidé, en tant que critique en matière d'environnement, à comprendre avec quelle rapidité nous sommes en train de perdre nos forêts canadiennes, dont certaines sont vieilles de 2 000 ans.

Il faut avoir soin d'éviter le piège qui consisterait à exiger du Brésil ou du tiers monde qu'ils agissent, alors qu'au Canada même, le plus beau pays boisé du monde, nous détruisons rapidement nos forêts.

Je suis parfaitement d'accord avec la proposition du rapport Brundtland d'un objectif de 12 p. 100. Dans les semaines qui viennent, le Comité de l'environnement va examiner la question de savoir si cela peut être réalisé au cours de la présente législature ou dans un proche avenir.

M. Pagtakhan: Monsieur le Président, la population manitobaine a appris avec joie la décision annoncée avant les élections par le premier ministre (M. Mulroney) d'implanter à Winnipeg le Centre international pour un développement durable. Elle a été bien sûr déçue d'entendre dire au discours du Trône que le gouvernement ne ferait qu'y participer.

Tantôt, j'ai cru entendre dire en réponse à une question de la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) que les crédits nécessaires figurent au Budget des dépenses actuel du ministère de l'Environnement, mais on ne les y voit pas très clairement.

• (1300)

J'ai une question à poser à la députée d'Hamilton-Est (M^{me} Copps): Estime-t-elle qu'il est indispensable, équitable et moral que l'implantation de ce centre de promotion d'un développement durable démarre cette année s'il entre vraiment dans le cadre du budget de cette année?

Mme Copps: Monsieur le Président, si vous avez suivi le débat, vous savez que lorsque j'ai demandé au ministre à quel passage du budget de cette année figuraient les fonds, il n'a su me répondre. Essentiellement il. . .

[Français]

Il a essentiellement fait appel aux prévisions budgétaires supplémentaires.

[Traduction]

Il a dit en lançant une sorte d'appel que peut-être cela figurerait au budget supplémentaire.

Je suis choquée et même effarée que le premier ministre (M. Mulroney) utilise une tribune internationale comme les Nations Unies, car c'est bien celle-là qu'il a choisie, d'une façon très commode pour lancer cette promesse préélectorale s'il n'avait pas l'intention de la tenir. S'il allait faire un discours électoral partisan à Hamilton, les gens s'attendraient peut-être à ce qu'il fasse de vaines promesses, ce qui n'aurait rien pour surprendre de la part du premier ministre actuel. Mais ce qui était étonnant, c'est qu'il utilise pour cela les Nations Unies.